

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-sanctions-US-et-l-augmentation-drastrique-de-la-mortalite-infantile-a-Cuba>  
[a](#)

# Les sanctions US et l'augmentation drastique de la mortalité infantile à Cuba

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : mardi 2 juin 2026

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Un nouveau rapport montre que le durcissement des sanctions américaines contre Cuba depuis 2017 a participé à la forte augmentation du taux de mortalité infantile à Cuba.**

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

[Lire l'article en anglais](#)

## Résumé exécutif

Le taux de mortalité infantile (TMI) d'un pays est souvent considéré comme un indicateur clé du bien-être général de sa population et de son accès à des services de santé de qualité. [1] À Cuba, où l'État a investi massivement dans les services de santé depuis des décennies, le TMI était, jusqu'à récemment, parmi les plus bas de l'hémisphère occidental et inférieur à celui des États-Unis. Cependant, depuis 2018, le TMI cubain est passé d'un taux annuel de 4,0 pour 1 000 naissances vivantes à 9,9 en 2025, [2] soit une augmentation de 148 %. Si le taux de mortalité infantile était resté inchangé, environ 1 800 bébés en moins seraient décédés depuis 2018.

Cette hausse surprenante du taux de mortalité infantile à Cuba, qui contraste avec les tendances observées dans d'autres pays de la région, s'est produite au cours d'une période (2017-2025) marquée par un élargissement et un durcissement sans précédent de l'embargo financier et commercial américain, en vigueur depuis le début des années 1960. Il convient de noter que, dans les années qui ont suivi la pandémie mondiale de COVID-19 et, là encore, contrairement à la quasi-totalité de ses voisins régionaux, Cuba n'a pas connu de reprise économique substantielle, avec une croissance annuelle moyenne du PIB *par habitant* de 0,4 % entre 2020 et 2024, contre 3,2 % enregistrés dans l'ensemble de la région Amérique Latine et Caraïbes. [3]

Des études récentes mettent en évidence un lien de causalité fort entre les sanctions imposées et l'augmentation des taux de mortalité. En août 2025, une étude publiée dans *The Lancet Global Health* estimait, à l'aide d'une régression sur données de panel intégrant des données provenant de 152 pays, que les sanctions unilatérales de grande ampleur avaient entraîné environ 564 000 décès par an entre 2012 et 2021 [4]. L'étude concluait également que les enfants de moins de cinq ans représentaient 51 % de ces décès. La mortalité infantile représente généralement environ les trois quarts de tous les décès d'enfants de moins de cinq ans. Par conséquent, ces chiffres révèlent une disproportion considérable de l'impact des sanctions sur les nourrissons et les enfants de moins de cinq ans par rapport aux autres groupes d'âge, les nourrissons ne représentant que 1,6 % de la population mondiale.

Les sanctions adoptées par le gouvernement américain depuis 2017 visent à nuire économiquement à Cuba en réduisant davantage son accès aux devises étrangères et aux marchés financiers internationaux. Ces mesures peuvent provoquer, et semblent avoir pour but de provoquer, des récessions, des dépressions, des crises de la balance des paiements et une inflation plus élevée, voire une hyperinflation, comme cela a été le cas pour d'autres pays suite à des sanctions similaires. Une étude de 2022 publiée par la Banque des Règlements Internationaux conclut que « la mortalité infantile augmente très significativement pendant les récessions dans les économies émergentes et en développement, d'environ 6 décès pour 1 000 naissances vivantes » [5]. Ces chiffres concernent la mortalité des enfants de moins de cinq ans. Comme mentionné précédemment, environ les trois quarts de cette mortalité mondiale sont des décès infantiles. Cette étude suggère donc qu'une récession augmenterait la mortalité

## Les sanctions US et l'augmentation drastique de la mortalité infantile à Cuba

---

de 4,5 décès pour 1 000 naissances vivantes. Il s'agit de la plus forte augmentation observée pour Cuba (de 4,0 à 9,9, soit 5,9 décès supplémentaires pour 1 000 naissances).

Le durcissement sans précédent des sanctions américaines contre Cuba durant le premier mandat de Trump, la décision de l'administration Biden de maintenir en grande partie ces politiques, et l'extension des sanctions durant le second mandat de Trump – notamment un blocus dévastateur des carburants – sont très probablement la principale cause de la crise humanitaire et économique actuelle à Cuba, généralement considérée comme la plus grave de l'histoire contemporaine de l'île.

Les mesures les plus dommageables imposées au cours des huit dernières années comprennent :

1. [La liste des entités cubaines soumises à restrictions](#), qui interdit les transactions avec la plupart des grands hôtels de Cuba et de nombreuses autres entreprises contrôlées par l'État (créée en 2017 par le président Donald Trump). [6]
2. La réduction du **seuil de minima** pour Cuba à 10 %, qui interdit toutes les exportations vers Cuba de produits fabriqués à l'étranger et contenant plus de 10 % de composants d'origine américaine (la mesure a été renforcée en passant de 25 % à 10 % en octobre 2019).
3. Des restrictions importantes ont été imposées aux voyages des États-Unis vers Cuba, notamment la suppression des principales licences de voyage qui permettaient aux particuliers (juin 2017) et aux groupes (juin 2019 ; abrogées en 2022, rétablies en 2025) et l'interdiction pour les navires de croisière et la plupart des navires et aéronefs privés d'accoster ou d'atterrir à Cuba (juin 2019).
4. La réintégration de Cuba sur la liste des [États soutenant le terrorisme](#) [7] entraîne des amendes potentiellement substantielles pour les institutions financières internationales qui effectuent des transactions avec des entités cubaines et empêche les citoyens de 42 pays soumis au système électronique d'autorisation de voyage (UE, Royaume-Uni, Japon, Australie, Corée du Sud, etc.) de se rendre aux États-Unis sans visa s'ils ont voyagé à Cuba (mise en œuvre le 12 janvier 2021). [8]
5. Le non-renouvellement de l'exemption présidentielle au [titre III](#) de la [Loi Helms-Burton](#), qui permet aux citoyens et entités américains de poursuivre en justice des personnes et des entreprises – y compris des entreprises non américaines – qui entretiennent des relations commerciales avec les entités cubaines ayant bénéficié de biens nationalisés (le président Trump a laissé expirer l'exemption en mai 2019). [9]
6. Les restrictions imposées aux transferts de fonds comprennent des limites pour les transferts familiaux (1 000 \$ par trimestre), l'interdiction de tous les transferts de fonds à titre de don (décrétée par le président Trump le 9 septembre 2019 et abrogée par Biden le 9 juin 2022), et l'inscription en 2020 sur la liste des entités cubaines soumises à restrictions d'une société cubaine traitant des transferts de fonds pour *Western Union* et d'autres sociétés américaines. Les opérations ont repris avec un nouveau partenaire cubain en 2023, mais cette société a également été ajoutée à la liste en janvier 2025, fermant à nouveau le principal canal de transfert de fonds officiel et contraignant les utilisateurs à recourir à des solutions alternatives plus coûteuses. [10]
7. Les sanctions et autres mesures de pression imposées aux responsables gouvernementaux qui font appel à des missions médicales internationales cubaines ont entraîné le départ de nombreuses de ces missions et l'érosion continue de la principale source de revenus extérieurs de Cuba (une stratégie adoptée sous les deux administrations Trump).
8. L'embargo US sur les carburants – la mesure unilatérale américaine la plus dommageable à ce jour – consiste à bloquer la quasi-totalité des livraisons de pétrole en provenance du Venezuela par le biais de tactiques coercitives employées par les forces armées étasuniennes, notamment des interceptions de pétroliers

à destination de Cuba [11] effectuées par les garde-côtes américains, ainsi que des menaces, notamment l'imposition de droits de douane sur les pays qui envisagent d'exporter du pétrole vers Cuba (adoptée par le président Trump depuis début janvier 2026).

9. [La Lista de Entidades Cubanas Restringidas](#), la cual prohíbe transacciones con la mayoría de los principales hoteles en Cuba y muchas otras empresas controladas por el Estado (creada en 2017 por el presidente Donald Trump). [12]

Toutes ces mesures – en provoquant une forte baisse des recettes d'exportation issues du tourisme, des services médicaux, des investissements étrangers et des transferts de fonds, et en excluant Cuba de la plupart des marchés internationaux – ont freiné la croissance économique et contribué de manière significative aux difficultés de paiement, entraînant une hausse de l'inflation, une diminution des importations de biens essentiels et une croissance économique atone. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que Cuba traverse une grave crise économique qui a engendré une baisse importante du niveau de vie, laquelle a provoqué un exode sans précédent ces dernières années. Ces crises ont été exacerbées par l'embargo sur les carburants imposé cette année par l'administration Trump, qui a entraîné des coupures de courant de plus en plus fréquentes et prolongées, ainsi que la suspension de nombreux services essentiels et activités économiques.

Bien que les statistiques permettant de mesurer l'impact du blocus des carburants ne soient pas encore disponibles, les autres mesures économiques coercitives mentionnées ci-dessus ont joué un rôle très important, voire prédominant, dans les événements suivants :**Si bien aún no hay estadísticas**

1. Les arrivées de touristes à Cuba ont diminué de 53 % entre 2018 et 2024 [13] tandis que les pays voisins ayant des volumes de tourisme similaires ont enregistré des augmentations d'arrivées ou n'ont constaté aucun changement significatif.
2. Les recettes touristiques ont chuté de 59 %, passant de 3,2 milliards de dollars en 2017 à 1,3 milliard de dollars en 2024. [14]
3. Les recettes issues de l'exportation de services médicaux (missions médicales internationales) ont diminué de 23 %, passant de 6,4 milliards de dollars en 2018 à environ 4,9 milliards de dollars en 2022, dernière année pour laquelle des données sont disponibles. [15]
4. Les envois de fonds ont chuté de 42 %, passant de 4 milliards de dollars en 2018 à seulement 2,3 milliards de dollars en 2024. [16]
5. Les dépenses intérieures en biens importés sont passées de 11,5 milliards de dollars en 2018 à 8,1 milliards de dollars en 2024, [17] une forte baisse de 30 % (ou 19 % *par habitant*) qui est probablement sous-estimée dans les statistiques officielles.
6. Selon l'Office national des statistiques de Cuba, la population cubaine a diminué de 13 %, passant de 11,2 millions en 2020 à 9,8 millions en 2024, [18] un taux d'émigration qui dépasse toutes les périodes précédentes d'émigration cubaine intense (comme l'[exode de Mariel](#) en 1980).

Ces statistiques, et d'autres similaires, témoignent d'une détérioration rapide des conditions économiques et sociales, qui a gravement affecté l'ensemble de la population cubaine. Les conséquences humaines de ce déclin comprennent une malnutrition généralisée, une forte dégradation de l'assainissement, une augmentation des maladies et, comme nous l'avons déjà mentionné, une hausse de la mortalité, notamment chez les jeunes enfants.

Le personnel du CEPR a également constaté *de visu* comment les récentes mesures américaines ont directement

contribué à la détérioration du système de santé cubain (jusqu'à l'exemplaire), ce qui a sans aucun doute contribué à l'augmentation significative du taux de mortalité infantile à Cuba. Lors d'un voyage à Cuba en 2024 pour évaluer l'impact du durcissement des sanctions américaines, le CEPR a visité des établissements médicaux cubains et s'est entretenu avec de nombreux professionnels de santé.

La visite a confirmé qu'à la suite de la réduction du seuil de minima en 2019, les importateurs cubains de matériel médical ne pouvaient plus se procurer à des prix abordables de nombreuses fournitures médicales de base, telles que des seringues, des inhalateurs et même du sérum physiologique ; des équipements médicaux plus sophistiqués, comme des systèmes d'imagerie et d'échographie ; ni des matières premières pour la fabrication de produits pharmaceutiques. La nouvelle désignation de Cuba comme *État soutenant le terrorisme* en 2021 a rendu extrêmement difficile l'accès au financement pour l'acquisition de ces biens, quel qu'en soit le prix, voire même le simple fait d'effectuer des paiements internationaux pour les acheter. Ces multiples obstacles créés par les sanctions ont engendré une pénurie généralisée de produits médicaux (fournitures, équipements, médicaments) qui étaient auparavant beaucoup plus accessibles, malgré l'embargo US.

La situation à Cuba s'est encore détériorée depuis l'année dernière et pourrait engendrer une crise humanitaire encore plus grave en raison du blocus énergétique. Comme l'ont documenté plusieurs reportages récents, ce blocus a un impact particulièrement important sur l'infrastructure médicale et sanitaire, les fréquentes coupures de courant perturbant l'utilisation d'équipements essentiels au traitement des patients, notamment les couveuses pour les prématurés et les respirateurs artificiels pour les nouveau-nés malades. [19] Le carburant disponible pour le transport des patients, que ce soit en ambulance ou en véhicule privé, est quasi inexistant. En mars, NBC rapportait que 300 ambulances étaient hors service faute de carburant ou de pièces détachées, ne laissant que 25 ambulances électriques pour desservir toute l'île. [20] Les transports publics sont paralysés, [21] ce qui accentue la pénurie de personnel médical dans les établissements de santé critiques. [22] Rien de surprenant à cela. En réalité, ce sont précisément les conséquences prévisibles d'un blocus énergétique imposé à un État insulaire qui ne produit qu'environ 40 % de l'énergie nécessaire à sa consommation intérieure.

En raison des effets de l'embargo énergétique américain, il est fort probable que le taux de mortalité infantile à Cuba ait augmenté de manière significative depuis décembre 2025, date à laquelle il atteignait 9,9 pour 1 000 naissances vivantes. D'autres indicateurs sanitaires clés, tels que l'espérance de vie et la mortalité maternelle, se sont également probablement détériorés depuis le début de l'année.

## [LIRE LE RAPPORT COMPLET EN ANGLAIS](#)

[Alexander Main](#), [Joe Sammut](#), [Mark Weisbrot](#) et [Guillaume Long](#) pour le [CEPR](#)

[CEPR](#). États-Unis, le 27 avril 2026.

Traduit de l'espagnol depuis et pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 2 juin 2026.

---

[1] Elle est « étroitement liée à des facteurs structurels tels que le développement économique, les conditions de vie générales, la protection sociale et la qualité de l'environnement, qui influent sur la santé de populations entières » (Reidpath et Allotey, 2003). L'Organisation mondiale de

## Les sanctions US et l'augmentation drastique de la mortalité infantile à Cuba

---

la Santé note également que les taux de mortalité infantile « reflètent les conditions sociales, économiques et environnementales dans lesquelles vivent les enfants (et les autres membres de la société) » (OMS, s.d.).

[2] Cubadebate (2026) ; ONEI (2025c, 2025d).

[3] Banque mondiale (s.d.-b).

[4] Rodríguez, Rendón et Weisbrot (2025).

[5] Doerr et Hofmann (2022)

[6] Elle a été abrogée par le président Joe Biden le 14 janvier 2025 et rétablie par le président Trump le 20 janvier 2025.

[7] L'administration Trump a rétabli la désignation *d'État soutenant le terrorisme* sans fournir de preuves crédibles que Cuba soutient le terrorisme et malgré une évaluation formelle antérieure du département d'État américain, qui a conclu qu'il n'y avait aucune base pour maintenir la désignation.

[8] La mesure a été abrogée par le président Biden le 14 janvier 2025 mais rétablie par le président Trump le 20 janvier 2025.

[9] Le président Biden a ordonné le renouvellement de l'exemption le 14 janvier 2025 ; l'administration Trump a annulé l'ordre de Biden le 29 janvier 2025.

[10] Suite au retrait forcé de *Western Union* en 2020, il semblerait que le coût des transactions soit passé de 11 % à 40 %.

[11] Nicas et Triebert (2026).

[12] Fue derogada por el presidente Joe Biden el 14 de enero de 2025 y puesta nuevamente en vigencia por el presidente Trump el 20 de enero de 2025.

[13] ONU Tourisme (s.d.).

[14] ONEI (2022 ; 2025i).

[15] ONEI (2019 ; 2023b).

[16] CNUCED (s.d.).

[17] À l'exclusion des objets donnés et des objets acquis dans les ports comme moyens de transport. ONEI (2025g)

[18] ONEI (2025b).

[19] Augustin et Nicas (2026) ; Trotta (2026).

[20] Solis, Murray et Sesin (2026).

[21] Associated Press (2026a).

[22] L. Taylor (2025).